

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Ce qu'il faut savoir sur l'usine Peugeot Citroën Algérie

Après une période de maturation forcée qui aura duré plus de deux années, les événements s'accroissent pour le projet de montage de véhicules de Peugeot Citroën en Algérie. Domiciliée dans la région d'Oran, cette usine connaîtra le lancement de ses travaux vers le début du mois d'avril prochain.

Au cours d'une rencontre avec la presse, le directeur du projet, Hamid Mezaib, a livré quelques éléments d'information sur sa consistance et sa conformité avec les nouveaux standards de la marque en matière de montage et de fabrication de véhicules. D'emblée, il assènera : «Peugeot a inscrit sa présence en Algérie dans une perspective de durée.» Pour lui, l'usine d'Oran sera engagée dans le PSA Excellence, un système d'excellence dans la qualité des pièces et de service afin d'offrir aux clients algériens des produits aux normes du groupe et aux standards internationaux. D'autant que la création, durant l'année en cours, d'une académie de PSA sur le même site, permettra d'assurer une formation de qualité dans tous les métiers de l'auto-

mobile. Abordant les objectifs de PSA à travers cette nouvelle réalisation, le responsable du projet revient longuement sur le développement des compétences, le partage des savoir-faire et le transfert technologique. Pour cela, des prospections sont en cours pour la mise en place d'un réseau de fournisseurs locaux et aussi de manufacturiers de renommée mondiale afin d'élever progressivement le taux d'intégration et se conformer avec la réglementation en vigueur.

L'expertise de PSA et particulièrement le développement de son complexe industriel de Vigo en Espagne, semble, dès à présent, constituer une expérience à capitaliser au profit du projet algérien. Surtout que M. Mezaib y a passé plus de 6 années en assumant plusieurs responsabilités,

notamment à la tête de l'usine de peinture. A cela s'ajoute une longue présence dans des usines du groupe en Argentine, République tchèque et Portugal. C'est dire le capital expérience de cet Algérien d'origine et sa volonté clairement soulignée lors de la rencontre d'hier de faire aboutir ce projet rapidement et dans le respect des normes et des standards.

Dès son lancement, prévu au début de l'année 2019, l'usine d'Oran intégrera un certain nombre de pièces et de composants fournis par des sous-traitants locaux, comme les sièges, les réservoirs, les échappements et la planche de bord.

Une deuxième étape, appelée IL Intermédiaire qui débutera à partir de 2020, prévoit l'intégration de nouveaux éléments, sièges (injection, découpe et couture des coiffes), les faisceaux, les batteries et les fluides. Enfin, l'étape IL Profonde annonce le rajout dans le lot des fournitures locales, des tapis de sol, des panneaux de portes, des réservoirs, des pare-brises et vitres latérales, garnissage pavillon, ébénisterie, etc.



Photos : DR

Montage de véhicules de Peugeot Citroën en Algérie.

On signalera que le passage d'une étape correspond à la dotation de l'usine de nouveaux équipements, comme le ferrage, la peinture et la robotisation de certaines phases du processus de montage. Par ailleurs, on apprend qu'en attendant l'entrée en activité de ce projet, le groupe PSA mettra en place une structure pour une activité d'assemblage en SKD qui lui permettra de mettre sur le marché, au cours de

l'année 2018, quelques modèles de sa gamme. Ceci étant, le directeur du projet industriel de Peugeot Citroën éva- cuera toutes les questions liées aux volumes de production, les modèles à produire, les effectifs, les prix... Néanmoins, il est déjà établi par le passé que PSA envisagerait de produire en Algérie 4 modèles, 208, 308, C-Elysée et un véhicule utilitaire.

B. Bellil

MARCHÉ DES EXPORTATIONS

Le Canada veut assister l'Algérie

Dans sa quête de diversification de son économie nationale, l'Algérie vient de trouver un écho favorable auprès d'un partenaire de taille : le Canada. Le pays s'engage à tenter une expérience qui a déjà fait ses preuves ailleurs dans le monde, à savoir aider les Algériens dans le domaine de l'exportation de leurs produits vers le Canada et d'autres marchés internationaux.

Le programme en question a été officiellement annoncé hier à l'occasion du forum algéro-canadien «Partenariat et export» qui se déroule depuis lundi à l'hôtel El-Aurassi. Ce forum a réuni des organismes canadiens indépendants et gouvernementaux connus pour leur grande expérience et compétence dans le domaine. Il s'agit du Conseil de développement Canada-Algérie (CDCA), de TFO Canada (une agence de promotion des exportateurs canadiens) et d'EDC, une structure gouvernementale canadienne spécialisée dans le développement et l'exportation.

La présence de EDC a particulièrement été perçue comme un signal fort des autorités canadiennes en direction de l'Algérie compte tenu de l'importance que revêt cette structure. L'EDC, nous explique-t-on sur place, ne se déploie ainsi que dans les pays sûrs où toutes les garanties sont offertes aux investisseurs étrangers. Le côté algérien était, quant à lui, représenté par Aljex (Agence nationale de promotion du commerce extérieur) et le Forum des chefs d'entreprises (FCE). Le secrétaire général du ministère du Commerce était également présent hier à El-Aurassi. Les deux parties ont donc annoncé leur «volonté de collaborer ensemble pour renforcer les capacités des exportateurs algériens en commerce international». «Elaboré avec le soutien du ministère algérien du Commerce, du ministère des Affaires étrangères ainsi que des organismes internationaux de financement, le programme sera axé sur la formation des formateurs et l'identification des secteurs d'activités à fort potentiel d'exportation pour le Made in Algeria.» Ainsi, et durant une année, le programme «Export Launchpad Algérie» offrira une assistance technique aux organismes de soutien au commerce ainsi qu'aux PME algériennes cherchant à exporter leurs produits au Canada et vers d'autres marchés internationaux.

A. C.

PÊCHE EN ALGÉRIE

Le poisson pour tous, ce n'est pas pour demain

Que pouvait dire Taha Hammouche, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture (DGPA), à la majorité des Algériens qui voudraient, en de rares occasions, s'offrir un petit plaisir en dégustant un plat de poisson, même en se contentant de la sardine, pour alimenter leurs corps en protéines nécessaires à la santé ?

C'est la question que nous nous sommes posée avant l'entame de la conférence organisée, hier, au Forum d'El Moudjahid. «Il faut prendre la filière de la pêche du côté économique. Tout le monde veut, par ailleurs, consommer du poisson. Il y a un déséquilibre entre l'offre et la demande». En clair, s'il y a demande, il y aura des investissements, il faudrait donc attendre que des projets en cours de réalisation ou à venir entrent en production

pour, peut-être, rééquilibrer l'offre et la demande. C'est en gros l'explication du conférencier. Ce n'est donc pas demain que cette majorité d'Algériens s'offrira plus souvent ce poisson. Rappelons que la consommation par année et par personne est insignifiante en Algérie Elle est estimée à 4,5 kg. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) préconise un minimum de 20 kg. Pour rappel, l'Algérie avec ses 5.300 embarcations a capté, en 2017, 108.000 tonnes alors que 50 projets aquacoles entrés en activité ont produit 4.200 tonnes. Cela fait, selon Hammouche, 112.200 tonnes. On est loin du compte pour mettre au minimum 200.000 tonnes/an sur le marché algérien afin d'offrir aux citoyens un minimum de protéines. Le DGPA pense qu'il est possible de combler, à moyen terme, ce retard par l'intensification de l'élevage. Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et du Développement rural veut, semble-t-il, ramener la part de l'élevage à 50% de la demande. Mais ne risque-t-on pas

de se contenter d'importer du poisson sous forme de kits puisque 100% des intrants de cette filière- alevins, aliments et équipements- sont importés ? « C'est la voie obligatoire pour bâtir une filière. Quand il y a une demande d'intrants, elle est nécessairement prise en charge par des investisseurs. Je vous rappelle que c'est parce qu'il y a une demande du marché algérien en produits halieutiques que les projets d'investissements sont nombreux», dira-t-il. En 2017, ces projets étaient au nombre de 39. L'ensemble du secteur de la pêche emploie 103.000 personnes.

Durant cette rencontre, d'autres sujets ont été abordés, notamment celui concernant le quota de thon affecté à l'Algérie, selon le conférencier, 1.043 tonnes par des bateaux battant pavillon algérien. En 2020, ce quota augmentera pour atteindre les 1.600 tonnes, promet le DGPA. Selon lui, les professionnels du secteur dénoncent la pêche à la dynamite.

Abachi L.

TÉLÉPHONIE

Ooredoo fait la démonstration de la «Sahla box»

Ooredoo, opérateur multimédia de téléphonie mobile en Algérie, veut révolutionner les offres multimédias en proposant de nouvelles solutions technologiques à ses clients particuliers avec le lancement de Sahla box, sa nouvelle offre 4G dédiée exclusivement à la famille.

Et pour démontrer dans le détail cette nouvelle offre, Ooredoo nous a conviés dans son siège social pour nous faire découvrir le fonctionnement de la Sahla box avec ses équipes. D'emblée, M. Ramdane Djezaïri, directeur opérationnel des relations publiques et médias chez Ooredoo Algérie, a tenu à préciser qu'il ne s'agit pas d'un modem internet, mais plutôt «d'une solution de partage pour la famille algérienne. La Sahla box ne dispose pas uniquement de la data, comme des modems classiques, mais elle permet à toute la famille, en plus d'une connexion à

haut débit, de communiquer entre eux, de brancher un appareil de téléphone fixe et de partager les avantages de l'offre en appels et internet et de vivre l'expérience de la box en famille via son application Sahla box APP disponible sur Google Play comprenant un large choix de solutions innovantes dans des domaines aussi variés que le divertissement, l'éducation, le cinéma et la musique, telles que StarzPlay, Haya ! Iqraa et Haya ! Music».

M. Djezaïri met l'accent sur le fait que même si le forfait de connexion est épuisé avant le délai de la recharge, la connexion

internet continue avec un débit réduit de 512 ko/s pour offrir à ses utilisateurs l'occasion, par exemple, de consulter ses emails entre autres. L'offre en elle-même, pour la première acquisition, est composée d'un modem 4G (qui dispose de tous les ports et boutons classiques, à savoir une entrée du courant électrique, un port RG45 et les boutons WPS et RESET, ainsi qu'une prise USB), une carte SIM, puce Ooredoo qui peut être utilisée pour les appels, 20 Go de données mobiles et 1 000 DA d'appels vers Ooredoo valables 30 jours pour un prix de 6 990 DA.

Ensuite, le client pourra choisir entre deux forfaits mensuels qui sont proposés : «Sahla box 2 000» : pour 2 000 DA le client peut bénéficier de 5 Go d'internet, de 2 000 DA d'appels vers Ooredoo et d'une connexion internet à débit réduit après épuisé

sement du forfait et la «Sahla box 4 000» : pour 4 000 DA le client bénéficiera de 12 Go d'internet, d'appels illimités vers Ooredoo et d'une connexion internet à débit déduit après épuisement du forfait. La Sahla box peut être partagée par 32 personnes en même temps avec également un service contrôle parental offert «pour faire profiter pleinement les enfants du meilleur de la Sahla box de Ooredoo sans risque d'accéder à des contenus inadaptés ou inappropriés ou encore pour limiter le débit d'utilisation de chacun», expliquera M. Ramdane Djezaïri qui indiquera que la nouvelle offre Sahla box est disponible au niveau des espaces Ooredoo, des espaces services Ooredoo et des points de vente agréés répartis à travers tout le territoire national.

Ahmed Ammour